

ADMISSION AU COLLEGE UNIVERSITAIRE
Samedi 24 février 2018
SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
durée de l'épreuve : 3h – coefficient 2

Le sujet comporte 5 pages, y compris celle-ci. En cas d'anomalie, avertissez le surveillant.

La calculatrice n'est pas autorisée.

Vous devez traiter les deux questions.

Question 1 : Question d'analyse microéconomique ou macroéconomique (6 points)

Expliquer le processus de croissance à partir de la représentation de la fonction de production.

Question 2 : Conduite d'un raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (14 points)

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres ?

Dans le cas où un candidat repère ce qui lui semble être une erreur typographique, il le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence. Si cela le conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il le mentionne explicitement.

Document 1

Principaux ratios de finances publiques (en France)

en % du PIB

	2013	2014	2015	2016
Déficit public¹	-4,0	-3,9	-3,6	-3,4
Dettes publiques (brute)¹	92,3	94,9	95,6	96,3
Dettes publiques nettes²	83,5	86,1	86,9	87,8
Recettes publiques	52,9	53,2	53,1	53,0
Dépenses publiques	57,0	57,1	56,7	56,4
Prélèvements obligatoires³	44,8	44,6	44,4	44,4

1. Au sens du traité de Maastricht.

2. La dette publique nette est égale à la dette publique brute diminuée de certains éléments d'actif.

3. Le taux de prélèvements obligatoires est calculé hors crédits d'impôts.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Document 2

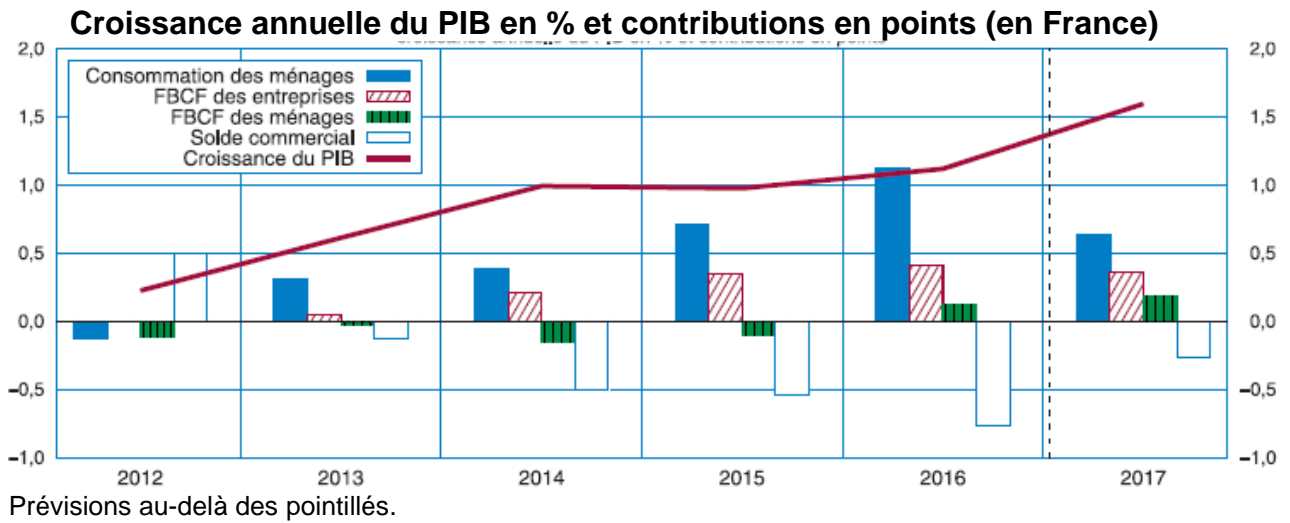
Principales dépenses et recettes des administrations publiques en 2016 (en France)

	Administrations publiques centrales		Administrations publiques locales		Administrations de sécurité sociale		Ensemble des administrations publiques ¹	
	En milliards d'euros	Évolution 2016 / 2015 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2016 / 2015 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2016 / 2015 (en %)	En milliards d'euros	Évolution 2016 / 2015 (en %)
Total des dépenses	509,4	+1,4	248,2	-0,8	583,6	+0,9	1 257,1	+1,1
Dépenses de fonctionnement	174,2	+1,1	129,6	+0,1	98,0	+0,7	401,9	+0,7
<i>dont consommations intermédiaires</i>	33,3	+2,0	47,1	-1,3	27,1	+0,5	107,4	+0,1
<i>dont rémunérations des salariés</i>	138,9	+0,9	79,6	+0,8	65,1	+0,8	283,6	+0,8
Intérêts versés	36,1	-5,1	5,1	-7,8	5,0	-2,8	46,1	-5,1
Prestations sociales en espèces et en nature	101,5	+6,2	26,0	+1,8	448,7	+0,9	576,2	+1,8
Transferts courants entre administrations publiques	61,6	-3,8	3,6	+3,0	9,1	+4,8	0,0	-
Autres transferts et subventions	109,0	+2,4	41,2	-2,0	14,4	+2,0	154,7	+2,0
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	27,1	+3,1	42,7	-3,3	8,5	+2,4	78,2	-0,6
<i>dont formation brute de capital fixe</i>	27,6	+4,4	40,3	-3,3	8,2	+1,5	76,1	-0,1
Total des recettes	433,4	+1,1	251,2	+0,4	580,7	+1,3	1 181,2	+1,4
Impôts et cotisations sociales	382,1	+1,0	138,5	+3,4	536,6	+1,4	1 057,2	+1,5
Recettes de production	25,1	+0,0	43,5	+1,1	20,0	-0,5	88,6	+0,4
Revenus de la propriété	8,2	-12,3	2,7	+2,7	4,1	+14,1	14,9	-3,4
Autres transferts	17,9	+11,9	66,5	-5,8	20,0	-2,7	20,4	+0,8
Capacité (+) / Besoin (-) de financement	-76,0	///	3,0	///	-2,9	///	-75,9	///

Dans la colonne "Ensemble des administrations publiques", les transferts entre les trois sous-secteurs (administrations centrales, locales et de sécurité sociale) sont consolidés, si bien que les dépenses et recettes sont inférieures à la somme des dépenses et recettes des trois sous-secteurs.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Document 3



Source : Insee.

Document 4

Les responsables politiques peuvent influencer la demande globale en jouant sur le niveau des dépenses publiques et des impôts. [...]

Variation des dépenses publiques

Quand le gouvernement achète plus ou moins de biens et services, il influe directement sur la demande globale. S'il commande des avions de combat pour 20 milliards de dollars à McDonnell-Douglas, cela accroît la demande adressée à cet avionneur, mais aussi la demande globale, dont la courbe se déplace vers la droite. De combien la demande globale augmente-t-elle quand McDonnell-Douglas reçoit une commande de l'Etat de 20 milliards ? La réponse n'est pas si évidente que cela. En effet, deux effets macro-économiques interviennent qui peuvent aboutir à une variation de la demande globale différente de la variation des dépenses publiques. Le premier effet est un effet multiplicateur, qui peut générer une variation de la demande globale supérieure à 20 milliards de dollars. Le deuxième est un effet d'éviction qui peut générer une variation de la demande globale inférieure à 20 milliards.

L'achat d'avions par le gouvernement a de multiples répercussions. D'abord, il améliore l'emploi et les profits de McDonnell-Douglas. Les salariés sont mieux payés et les actionnaires plus riches, et ils augmentent tous leurs dépenses de consommation. De nombreuses firmes voient ainsi leur demande augmenter. Chaque dollar dépensé par le gouvernement peut ainsi accroître la demande globale de plus d'un dollar. D'où l'effet multiplicateur de la dépense publique. Et cette dynamique ne s'arrête pas là. L'augmentation de la consommation accroît l'emploi et les profits des entreprises qui y répondent. Profits et salaires augmentent de nouveau, ce qui stimule encore la consommation. Il existe donc un cercle vertueux

allant de l'accroissement de la demande à la hausse des revenus qui induit elle-même à nouveau un accroissement de la demande. Tous ces effets pris en compte, la variation de la demande globale peut être nettement supérieure à l'impulsion initiale lancée par le gouvernement. [...]

Il existe un deuxième effet qui joue en sens contraire du précédent. Il s'agit de l'effet d'éviction. Si l'augmentation des dépenses publiques stimule la demande de biens et services, elle pousse aussi les taux d'intérêt vers le haut, ce qui a tendance à déprimer la demande de biens et services. C'est cette réduction de demande consécutive à la hausse des taux fatalement provoquée par une politique budgétaire expansionniste qui constitue l'effet d'éviction. [...] L'endettement étant plus coûteux, les ménages empruntent moins pour acheter des logements et les entreprises empruntent moins pour acheter des biens d'équipement. Les dépenses d'investissement sont donc en quelque sorte évincées, et cet effet d'éviction vient partiellement compenser l'impact positif de l'accroissement de la dépense publique.

Pour résumer : si le gouvernement accroît les dépenses publiques de 20 milliards de dollars, la demande globale variera de plus de 20 milliards ou de moins de 20 milliards selon que l'effet multiplicateur ou l'effet d'éviction l'emportera.

Allègements d'impôts

Quand le gouvernement baisse les impôts, le revenu net des ménages croît. Une partie de ce revenu additionnel sera épargnée, et une partie consommée. Ce surcroît de consommation pousse la courbe de demande globale vers la droite. [...] L'ampleur de ce déplacement dépend aussi des effets multiplicateur et d'éviction. [...]

Les gens réagissent aux incitations. Quand le gouvernement décide de réduire l'impôt sur le revenu, les travailleurs gagnent davantage, ce qui peut les inciter à travailler davantage. Si tel est le cas, la quantité de biens et de services fournie croît, quel que soit le niveau des prix. La courbe d'offre globale se déplace donc vers la droite.

Source : N. G. Mankiw, *Principes de l'économie*, Economica, 1998.